



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du Cabinet

Service des sécurités

Bureau de l'ordre public, de la prévention
de la délinquance et de la radicalisation

Le Mans, le 21 JUIL. 2026

ARRÊTÉ

de mise en demeure de quitter les lieux – Commune de Montfort-le-Gesnois

LE PRÉFET DE LA SARTHE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et notamment ses articles 9 et 9-1 ;

Vu le décret n° 2007-690 du 3 mai 2007 relatif à l'agrément prévu à l'article 9 de la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 12 juin 2025, portant nomination de Monsieur Sébastien JALLET, préfet de la Sarthe ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2026-0038, portant délégation de signature à Madame Margaux SCHNEIDER, directrice de cabinet du préfet de la Sarthe ;

Vu le courriel du 20 juillet 2026 de la mairie de Montfort-le-Gesnois sollicitant l'évacuation des caravanes appartenant à la communauté des gens du voyage installées sur un terrain de la commune, sur l'espace dit du « Pont Romain » ;

Vu le procès-verbal de renseignement administratif n°01458 du 18 juillet 2026 transmis par le groupement de gendarmerie de la Sarthe ;

Vu l'arrêté communal de la mairie de Montfort-le-Gesnois n°P2023/14 du 12 septembre 2023, portant interdiction de stationnement des résidences mobiles constituant l'habitat des gens du voyage en dehors des aires d'accueil aménagées à cette fin sur le territoire mentionné dans l'arrêté ;

Considérant que la commune de Montfort-le-Gesnois a satisfait aux obligations prescrites par le schéma départemental d'accueil des gens du voyage du département de la Sarthe approuvé le 22 avril 2026 ;

Considérant que les services de la gendarmerie nationale ont constaté le stationnement illicite sur ce terrain communautaire, sans accord du propriétaire, de 37 véhicules tracteurs et 27 résidences mobiles appartenant à la communauté des gens du voyage ;

Considérant que l'absence de moyen pour collecter les déchets et évacuer les eaux usées, et l'absence d'équipements sanitaires, mettent en cause la salubrité des lieux et prive les familles des conditions d'hygiène élémentaires ;

Considérant que le branchement électrique sauvage, qui est réalisé illégalement sur le réseau électrique et pour lequel les normes de sécurité ne sont pas respectées, est dangereux ;

Considérant que l'installation est dangereuse car située à proximité directe d'un cours d'eau où il existe un risque avéré de noyade ;

Considérant que l'installation se situe sur une zone naturelle, et que le risque incendie en cette période n'est pas négligeable ;

Considérant qu'au regard des éléments qui précèdent, que ce stationnement illicite porte atteinte à la salubrité et à la sécurité publiques ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet :

ARRETE

Article 1^{er} : Les propriétaires et occupants des véhicules et résidences mobiles stationnés sur l'espace dit du « Pont Romain », à Montfort-le-Gesnois, sont mis en demeure de quitter les lieux dans un délai de 48 heures à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Cette mise en demeure peut continuer de s'appliquer lorsqu'une même caravane, ou groupe de caravanes, procède à un nouveau stationnement illicite répondant à ces trois conditions cumulatives :

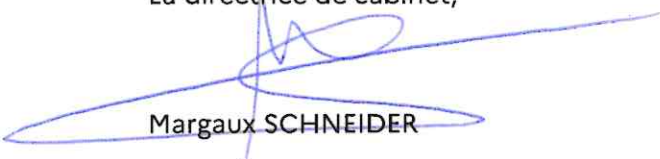
- . être effectué dans un délai de sept jours à compter de la notification de la mise en demeure aux occupants illicites du premier terrain,
- . être en violation du même arrêté d'interdiction de stationnement, sur le territoire de la même commune, ou sur le territoire de l'EPCI lorsque la compétence lui en a été déléguée ;
- . portant la même atteinte à l'ordre public.

Article 3 : Faute de se conformer à l'injonction mentionnée à l'article 1^{er}, il pourra être procédé à l'évacuation forcée des véhicules et résidences mobiles à l'issue du délai prévu au même article.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié aux occupants du terrain. Il sera transmis au maire de la commune de Montfort-le-Gesnois pour un affichage en mairie et sur site.

Article 5 : La directrice de cabinet du préfet de la Sarthe, le commandant du groupement de gendarmerie de la Sarthe et le maire de la commune de Montfort-le-Gesnois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet de la Sarthe,
La directrice de cabinet,



Margaux SCHNEIDER

Selon les dispositions du II bis de l'article 9 de la loi du 5 juillet 2000 modifiée, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nantes dans le délai mentionné à son article 1^{er} :

« Article 9-II bis- Les personnes destinataires de la décision de mise en demeure prévue au II, ainsi que le propriétaire ou le titulaire du droit d'usage du terrain peuvent, dans le délai fixé par celle-ci, demander son annulation au tribunal administratif. Le recours suspend l'exécution de la décision du préfet à leur égard. Le président du tribunal ou son délégué statue dans un délai de quarante-huit heures à compter de sa saisine. »

Le tribunal administratif de Nantes peut également être saisi via l'application télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr